



Montréal, le 28 mai 2009

Monsieur François Legault
Président de la Commission des transports et de l'environnement
Secrétariat des commissions
Édifice Pamphile-Le May, 3e étage
Québec (Québec) G1A 1A3

Objet : Commentaires de RÉSEAU environnement sur le « Projet de loi n° 42 - LOI MODIFIANT LA LOI SUR LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES EN MATIÈRE DE CHANGEMENTS CLIMATIQUES »

Monsieur le Président,

RÉSEAU environnement, le plus important regroupement de professionnels de l'environnement au Québec, désire vous faire part de la réflexion de son comité d'experts en air et changements climatiques concernant le « Projet de loi n° 42 - LOI MODIFIANT LA LOI SUR LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES EN MATIÈRE DE CHANGEMENTS CLIMATIQUES. » L'Association compte parmi ses membres des entreprises ayant participé aux différentes initiatives réglementaires et volontaires (ECX, MDP, CCX, MCEX, etc.) de gestion des émissions de gaz à effet de serre (GES).

RÉSEAU environnement accueille favorablement le Projet de loi n°42. Par le passé l'Association a toujours été en faveur de l'adoption d'un système de plafonnement et d'échange de droits d'émission pour le Québec comme en font foi, notamment, les lettres adressées aux autorités officielles du gouvernement du Canada¹ et du *Western Climate Initiative* (WCI)². RÉSEAU environnement salut notamment le fait que ce Projet de loi considère l'année 1990 comme base de référence. De même, l'Association félicite le choix de la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs de reconnaître les efforts de réductions hâtives et la possibilité de faire valoir les réductions évitées par l'industrie québécoise pour l'obtention de crédits compensatoires.

¹ Lettre envoyée au ministre de l'Environnement du Canada, M. John Baird, portant sur le dépôt du *Virage Vert : Plan d'action pour réduire les gaz à effet de serre et la pollution atmosphérique du gouvernement fédéral*.

² Lettre envoyée à Mme Janice Adair et M. Steve Owens, respectivement Présidente et Vice-président de la *Western Climate Initiative* (WCI) portant sur les documents « *Draft design of the Regional Cap-and-Trade program* » et « *Draft Essential Requirements of Mandatory Reporting for the WCI* »

RÉSEAU environnement profite de cette période d'étude de ce Projet de loi pour vous présenter diverses recommandations relatives au futur système de plafonnement et d'échange.

Concevoir un système adapté aux réalités du Québec

RÉSEAU environnement encourage le gouvernement à impliquer toutes les parties prenantes dans la conception du système afin de doter le Québec d'un système de plafonnement et d'échange le plus efficace possible. L'expérience des membres de RÉSEAU environnement montre qu'il existe plusieurs façons de concevoir un système de plafonnement et d'échange et que la réussite de tels systèmes réside dans les détails de leur conception. Une attention particulière devrait donc leur être accordée afin d'encourager l'adoption du système de plafonnement et d'échange québécois par l'ensemble de la société. L'Association suggère que le système mis en place puisse prendre en compte les entreprises québécoises qui œuvreraient déjà sous un système de plafonnement et d'échange afin qu'elles ne soient pas pénalisées par une double réglementation.

Harmonisation avec les autres systèmes de plafonnement et d'échange

RÉSEAU environnement accueille favorablement l'article 46.13 du *Projet de loi n° 42* qui prévoit l'harmonisation du système de plafonnement et d'échange québécois avec d'autres systèmes existants. L'Association croit qu'il s'agit d'une condition essentielle pour l'atteinte des objectifs de lutte aux changements climatiques pour le bien de la planète. Inévitablement, le système québécois doit s'intégrer aux réalités mondiales. RÉSEAU environnement tient toutefois à souligner que cette harmonisation entre les différentes réglementations des différents systèmes doit être effectuée de façon méthodique et vigilante afin d'éviter le double comptage des réductions d'émission.

Définition du cadre réglementaire

RÉSEAU environnement encourage le gouvernement à fournir rapidement le cadre réglementaire de son système de plafonnement et d'échange afin de dissiper le climat d'incertitude qui entoure sa mise en place. L'industrie québécoise doit avoir des certitudes quant au système de plafonnement et d'échange afin de s'adapter aux nouvelles réalités économiques. C'est pourquoi il est nécessaire de connaître rapidement les détails quant aux émetteurs visés, leur cible d'émission et la définition des différents mécanismes de compensation reconnus (protocoles et types de projets acceptés) par le système de plafonnement et d'échange.

Élaboration d'un échéancier de réalisation

RÉSEAU environnement recommande l'élaboration et la diffusion d'un échéancier de réalisation jusqu'à la mise en place du système de plafonnement et d'échange. En effet, l'Association considère que, compte tenu de la complexité de ce type de système, le gouvernement devrait présenter aux parties prenantes un échéancier réaliste des étapes à franchir avant l'implantation effective du système. Cet échéancier détaillerait les délais

nécessaires pour l'élaboration des documents, des méthodologies et de la structure du système de plafonnement et d'échange.

Commentaires concernant l'article 46.7 paragraphe 2 du Projet de loi n° 42

Concernant l'utilisation de crédits compensatoires, RÉSEAU environnement s'interroge sur la proportion de ces crédits qui pourrait être utilisée par les émetteurs pour satisfaire leur obligation de réduction d'émission. En effet, les crédits compensatoires peuvent constituer une occasion de mise en conformité à moindre coût favorisant ainsi un impact économique limité. Dans ce contexte, RÉSEAU environnement insiste sur le fait que les crédits compensatoires et les projets dont ils sont issus doivent faire l'objet de contrôle rigoureux.

L'Association encourage l'utilisation de crédits compensatoires au lieu de préconiser des outils économiques tels que la taxe sur le carbone pour l'atteinte des cibles de réduction. RÉSEAU environnement croit que l'utilisation des crédits compensatoires peut être un levier majeur dans le développement d'une économie verte et n'est donc pas favorable à la mise en place de dispositifs qui limiteraient le recours à ces crédits par les émetteurs visés du Projet de loi n° 42.

Enfin, RÉSEAU environnement tient à vous réaffirmer la disponibilité de son organisation à participer au processus de consultation en mettant à votre disposition l'expertise de ses membres.

Vous remerciant à l'avance de l'attention que vous porterez à la présente, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations distinguées.

Le président,



Michel Lamontagne

Le vice-président,
secteur Air et Changements climatiques,



Mustapha Ouyed

p.j.

c.c. Madame Line Beauchamp
Ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs

Montréal, August 13, 2008

Janice Adair, Special Assistant
Washington Department of Ecology
Chair, Western Climate Initiative

Steve Owens, Director
Arizona Department of Environmental Quality
Co-Chair, Western Climate Initiative

Subject: RÉSEAU environnement's comments on the « *Draft Design of the Regional Cap-and-Trade Program* » and the « *Draft Essential Requirements of Mandatory Reporting for the Western Climate Initiative* »

Mrs. Adair,

RÉSEAU environnement, the largest group of environmental professionals in Quebec, is pleased to submit comments to the Western Climate Initiative on the documents « *Draft Design of the Regional Cap-and-Trade Program* » and « *Draft Essential Requirements of Mandatory Reporting for the Western Climate Initiative* ».

RÉSEAU environnement welcomes Quebec's participation in the Western Climate Initiative (WCI) and details provided by the documents. The Association is concerned about some elements suggested by these documents and presents various recommendations on the future Cap-and-Trade Program.

General comments:

Establishment of a central authority

RÉSEAU environnement consider that the WCI should have a central authority to coordinate the various activities of Partners. This authority should approve the distribution of allowance, thus ensuring equity between different Partners and a fair allocation of quotas by sectors of activity. Moreover, central authority would be responsible for monitoring project quality. RÉSEAU environnement considers that establishing this inspection body is essential to provide consistency and credibility to the WCI. For example, the European Emission Trading Scheme (EU ETS) has a Central Administrator responsible of

controlling the trade of allowances amongst Member States through the Community independent transaction log (CITL).

Developing a schedule for achievement

RÉSEAU environnement recommends developing a schedule until the Cap-and-Trade Program begins. Given the complexity of such a program, WCI must submit a realistic timetable of steps before the effective implementation of the system. This schedule would detail time requirements for document preparation, methodologies and WCI's structure.

Draft Design of the Regional Cap-and-Trade Program

2.3 Point of regulation

Residential and commercial fuel combustion at facilities with emissions above the threshold are not covered by the document. Even though few facilities are above the threshold, they still must be supervised, especially if the threshold should be lowered in the future. RÉSEAU environnement recommends the integration of these facilities in the documentation.

6. Setting the Regional Cap

WCI Cap-and-Trade Program should be on launch January 1, 2012. By 2012, national laws and regulations will cover GHG emissions of Partners, especially in the Canadian context. RÉSEAU environnement recommends that WCI give clarifications on how the Program will be compatible with the Canadian system.

RESEAU environnement considers that the use of a carbon tax by Partners must be announced as soon as possible. Entities and facilities subject to this tax will be able to integrate it in their planning before start date.

9. Offsets, and allowances from other system

RÉSEAU environnement considers that entities and facilities limits on the use of offsets for compliance obligation should be greater than ten percent. Indeed, offsets constitute an opportunity of compliance at lower costs and promoting a limited economic impact. In this context, RÉSEAU environnement insists that offsets and projects must be controlled. RÉSEAU environnement recommends a less restrictive limit on the use of offsets.

Draft Essential Requirements of Mandatory Reporting for the Western Climate Initiative

Definitions

RÉSEAU environnement considers that draft definitions have to be publicized and subject to review as soon as possible, ideally for mid-September. On the one sector to the other or a Canadian province to the other, these definitions are different. Developing these definitions for the Canadian framework has been an extremely complex task. The Association therefore considers that the debate on these definitions should be initiated as soon as possible, because they constitute an essential element for the development of WCI's system.

RÉSEAU environnement appreciates the opportunity to provide these comments on WCI's Cap-and-Trade Program. Please do not hesitate to contact us if any additional information would be useful in your efforts to build the system.

Jean-Luc Allard
Vice-president,
Air and Climate change sector

Montréal, le 2 mai 2008

L'honorable John Baird
Ministre de l'Environnement
Environnement Canada
Les Terrasses de la Chaudière
10, rue Wellington, 28^e étage
Gatineau (Québec) K1A 0H3

Objet : Commentaires de RÉSEAU environnement sur le dépôt du *Virage Vert : plan d'action pour réduire les gaz à effet de serre et la pollution atmosphérique du gouvernement fédéral*

Monsieur le Ministre,

RÉSEAU environnement, le plus important regroupement de professionnels de l'environnement au Québec, désire vous faire part de la réflexion de son comité d'experts en air et changements climatiques concernant la stratégie fédérale en cours de déploiement dans ce domaine. Notre démarche s'inscrit dans la continuité du *Mémoire de RÉSEAU environnement sur le Cadre réglementaire sur les émissions atmosphériques* présenté à Environnement Canada le 31 juillet 2007.

RÉSEAU environnement a suivi avec attention les annonces fédérales ayant eu lieu le 10 mars dernier, notamment le *Cadre réglementaire sur les émissions industrielles de gaz à effet de serre* et les précisions sur le *Système canadien de crédits compensatoires pour les gaz à effet de serre*. Ces annonces constituent une avancée dans l'élaboration d'un système canadien. Toutefois, l'Association désire transmettre au gouvernement divers commentaires et recommandations à ce sujet.

RÉSEAU environnement recommande au gouvernement de respecter les échéanciers de mise en œuvre de sa stratégie. L'Association recommande notamment au gouvernement de respecter les échéances prévues pour la publication des guides du système de crédits compensatoires afin que l'examen des projets puisse commencer dès l'automne 2008.

RÉSEAU environnement considère que la mise en place d'un marché réglementé le plus tôt possible favorisera la participation des industries concernées qui auront le choix entre les

divers mécanismes de conformité pour atteindre leurs obligations de réduction. RÉSEAU environnement est ainsi favorable à l'instauration, pour les grands émetteurs finaux, de cibles obligatoires selon les secteurs industriels, condition également essentielle pour la mise en place d'un système efficace d'offre et de demande de crédits compensatoires.

Par ailleurs, RÉSEAU environnement s'interroge sur l'application des cibles de réduction à l'échelle de l'entreprise dans le secteur de l'électricité; notamment sur la reconnaissance des énergies renouvelables et le traitement des achats et des ventes d'électricité dans le bilan corporatif des réductions. En ne reconnaissant pas l'apport positif des énergies renouvelables issues des entreprises majoritairement non émettrices, le gouvernement contribuera à perpétuer l'iniquité existante entre les différentes filières de production électrique. Le gouvernement risque ainsi de priver les grands producteurs d'énergies renouvelables de jouir des opportunités de marché auxquelles auront droit les émetteurs.

RÉSEAU environnement tient à signifier au gouvernement sa déception relative au système de prise en compte des mesures d'action précoces. Le gouvernement, en limitant la reconnaissance de ces actions à 15 mégatonnes, pénalise les entreprises ayant été proactives dans la lutte contre les changements climatiques.

De plus, RÉSEAU environnement recommande au gouvernement d'indiquer au plus tôt quelle sera l'entité qui sera responsable du dépôt des crédits compensatoires dans les comptes des promoteurs de projet. L'Association suggère également au gouvernement d'assurer l'entrée en fonction du système de suivi des crédits compensatoires et du registre national au plus tôt afin que la livraison des crédits compensatoire puisse débiter en janvier 2010. La mise en place du registre national permettra notamment de minimiser le risque de double-comptage des réductions sur le marché volontaire et sur le marché canadien. De plus, l'existence d'un registre national canadien est un préalable nécessaire pour les promoteurs de projets canadiens voulant faire certifier leurs réductions par le *Voluntary Carbon Standard*.

L'Association vous invite par ailleurs à suivre de près les travaux du *Provincial – Industry Offset Working Group* (IPOG), coordonnés par ICF International. Cette initiative, dont vous avez sûrement pris connaissance, est composée d'experts issus du milieu industriel et de gouvernements provinciaux. Son objectif est d'établir un partenariat avec le gouvernement fédéral pour le développement d'un système de compensations cohérent et efficace. Les travaux de l'IPOG, en plus d'être en parfaite cohérence avec l'orientation du gouvernement fédéral de mettre en œuvre une stratégie spécifiquement canadienne, constituent un encouragement à l'innovation et l'investissement dans les projets, tout en améliorant les performances économiques et environnementales de nos entreprises ainsi que leur compétitivité internationale.

Nous vous rappelons enfin que l'industrie environnementale canadienne est en grande concurrence avec les firmes européennes et américaines qui ont d'ores et déjà accès aux mécanismes du marché du carbone. La mise en place d'un marché au Canada sera une source importante de création d'emplois et de nouveaux investissements pour l'industrie environnementale canadienne tout en lui permettant de demeurer compétitive par rapport à ses concurrents.

RÉSEAU environnement fonde bon espoir que la stratégie fédérale intégrera prochainement les éléments suggérés dans la présente lettre.

Nous demeurons à votre disposition pour discuter avec vous des différents aspects de la réflexion que nous vous soumettons aujourd'hui, et vous prions d'accepter, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre considération.

La présidente,



Ann Lajoie

Le vice-président,
secteur Air et Changements climatiques



Jean-Luc Allard